

Remarques de la FRAPNA sur le Plan de Développement Rural Rhône-Alpes- V2 du 8 janvier 2014

17 avril 2014

Contact :

Lise Kosmala, Réseau Régional Agriculture

lise.kosmala@frapna.org / 04 76 42 98 47

Sommaire

Remarques de la FRAPNA sur le Plan de Développement Rural Rhône-Alpes- V2 du 8 janvier 2014 ..1	
A. Remarques générales.....5	
B. Domaines prioritaires.....7	
C. Remarques sur la description des besoins9	
1. Préserver impérativement le foncier agricole et naturel9	
2. Enrayer la chute du nombre d’exploitations et inverser la tendance pour appuyer le développement agricole et rural sur de nombreux chefs d’exploitations et d’actifs agricoles9	
3. Renforcer la compétitivité et la viabilité des exploitations agricoles, en particulier dans les zones à handicap naturel.....9	
4. Développer l’agriculture biologique et l’autonomie des exploitations et des territoires, en particulier par l’intensification agroécologique des systèmes de production agricole, pour des exploitations performantes à la fois sur les plans économique, environnemental et climatique 10	
11 Accroître la mobilisation des bois dans le cadre d’une gestion forestière durable10	
12 Développer la filière bois énergie en complémentarité avec la filière bois d’oeuvre en tenant compte de la demande en bois industriels et dans le respect de la ressource11	
13. Développer un tissu d’outils de transformation du bois innovants, compétitifs, durables, transmissibles et proches des bassins de production.11	
15. Rétablir et/ou valoriser la qualité biologique des sols agricoles.....11	
16. Réduire la pollution des eaux d’origine agricole.....12	
17 Anticiper les conséquences du changement climatique et atténuer leur impact en adaptant les systèmes de production agricole et alimentaires et de la filière forêt bois.12	
18. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre en agriculture12	
19. Développer les équipements de stockage de l’eau pour l’agriculture12	
20. Maintenir et développer la biodiversité des milieux agricoles et forestiers14	
22. Valoriser les services écosystémiques fournis par l’agriculture et la forêt, en particulier le stockage de carbone14	
23. Identifier et intégrer les enjeux spécifiques à chacun des massifs montagneux de Rhône-Alpes.....14	

27 Mobiliser les énergies pour valoriser l'impact de l'agriculture et de la forêt et gérer collectivement le multiusage des ressources dans des stratégies locales de développement	15
C. Remarques par mesure	16
15 : Transfert de connaissance et actions d'information	16
16 : Services de conseil.....	16
18 A : Performance économique, sociale et environnementale de la production agricole	17
18 C : Développement d'infrastructures	17
18C2 : Infrastructures pour l'usage quantitatif de l'eau	18
18 C3 : Infrastructures pour l'utilisation durable des ressources et la réduction de l'impact environnemental des productions agricoles	24
18D : Investissements non productifs (hors infrastructures)	24
19 : Investissements de prévention visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles et d'événements catastrophiques probables	25
20 C1. Aide à la diversification non agricole en milieu rural et périurbain	25
20 C2. Aide aux projets novateurs en milieu rural et périurbain.....	25
20C3. Investissements des micro et petites entreprise de la filière bois.....	26
21 Aménagement des espaces ruraux	26
21 A- Mise en valeur des espaces pastoraux	26
21 C - Préserver et valoriser le potentiel foncier agricole, naturel et forestier pour maintenir ou restaurer les paysages ruraux.....	26
24 - Plantation et entretien de systèmes agroforestiers.....	26
Mesure 25 – Prévention des dommages causés aux forêts par les incendies.	27
26 – Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers.....	27
26A : Itinéraires sylvicoles permettant d'accroître le volume de carbone stocké, de favoriser les services écosystémiques ou la résilience des forêts.....	27
26B : Investissements non productifs pour la biodiversité en forêt	28
27 – Investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers	28
27 A - Soutien aux équipements d'exploitation forestière	28

27B. Soutien à la certification de la qualité et de l'origine des bois	29
27 C Opérations sylvicoles en faveur de la futaie régulière et irrégulière	29
29, 30, 31, 32 : Premiers éléments sur les mesures agro-environnementales et climatiques.....	29

A. Remarques générales

Même s'il n'est pas encore finalisé, le document nous livre un important travail de présentation de la région et une approche approfondie des forces et des faiblesses de l'agriculture Rhône-Alpes et son insertion dans le tissu économique et social de la région.

Ce travail de mise en perspective a pour but de présenter les enjeux actuels et les aides envisagées pour développer et maintenir l'activité agricole. Nous regrettons que l'analyse ne soit pas accompagnée d'une étude prospective à l'horizon des 20 ou 30 ans qui arrivent, pour permettre de comprendre l'orientation des aides, leurs adaptations et modifications éventuelles en vue d'aider l'agriculture à relever les différents défis qui seront posés par la raréfaction des ressources fossiles, la disponibilité en eau, le changement climatique, la qualité de l'air, la fertilité des sols, la souveraineté et l'autonomie alimentaire...

En tant qu'association de protection de la nature, nous plaidons pour que les aides publiques soient au service d'une politique d'orientation favorisant une agriculture durable et une réponse en adéquation avec les besoins futurs des populations.

Le PDR est un outil visant à répondre aux objectifs de la politique de développement rural, que la Commission Européenne définit comme « *Une agriculture et un secteur forêt-bois compétitifs et respectueux de l'environnement, des produits alimentaires de qualité, un espace rural occupé et aménagé de façon équilibrée pour et par ses divers acteurs, une économie rurale diversifiée* ».

Les acteurs de l'environnement en général, et les associations de protection de l'environnement en particulier sont singulièrement absents du document dans son état actuel. Cette absence compromet fortement la progression de la région vers les objectifs d'atteindre des activités « *respectueuses de l'environnement* » et « *un espace rural occupé et aménagé de façon équilibrée pour et par ses divers acteurs* ». Les secteurs de l'environnement, de l'agriculture et de la foresterie ayant souvent tendance à ne pas se rencontrer, le PDR doit jouer un rôle déterminant dans ce rapprochement pour atteindre ses propres objectifs. Nous avons formulé de nombreuses remarques sur le document dans le but de faciliter un tel rapprochement.

Alors que la région investit sur le scénario Afterres 2050, il est dommage de ne retrouver aucune notion prospective de ce scénario dans ce projet d'aide au développement rural. Il aurait été utile de commencer par analyser ce scénario avant l'écriture de ce programme.

La notion d'autonomie alimentaire nous semble peu prise en compte par l'ensemble des mesures, alors qu'elle devrait constituer un objectif majeur d'un plan d'aide à l'agriculture. Avec son mode d'alimentation et de production, il manque à la France 1,5 millions d'hectares pour couvrir ses besoins (Sources : FAO).

Or, l'alimentation des français dépend actuellement de ressources fossiles importées pour la fabrication des engrais azotés. Elle dépend également des phosphates naturels dont les réserves seront épuisées dans 30 ou 40 ans. **Un des plus gros défis à relever dans les décennies qui arrivent serait de mettre en place un système agricole moins dépendant des phosphates**, notion que nous souhaiterions voir apparaître comme un fil directeur de ce PDR.

Nous pensons que les aides doivent aller prioritairement vers les produits à destination de l'alimentation humaine. Le premier point serait donc d'évaluer les besoins et favoriser les déficits à destination de l'alimentation humaine.

B. Domaines prioritaires

I- Formulation des domaines prioritaires (p.37).

La grande majorité des domaines prioritaires semble bien couverte. Deux points sont à renforcer :

- Domaine prioritaire 1 : il vise notamment à améliorer les performances environnementales, et cite de nombreux acteurs, sauf ceux de l'environnement. Il conviendrait de les intégrer à cette dynamique. Nous proposons donc les modifications suivantes :

« 1) Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'environnement, ainsi que dans les zones rurales, en mettant l'accent sur les domaines suivants [...] :

b) : renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire, la foresterie et l'environnement, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances environnementales. »

- Domaine prioritaire 5 : *« Promouvoir l'utilisation efficace des ressources [...] »*. De nombreuses irrationalités dans leur utilisation et répartition proviennent d'une gouvernance inadaptée dans les instances décisionnelles, notamment en ce qui concerne la très faible représentativité des citoyens et de leurs représentants associatifs. Pour répondre à cet enjeu nous proposons d'ajouter un point peu coûteux mais essentiel : *f) « Mettre en place une gouvernance représentative de la société »*.

II- Tableau des besoins/priorités (P.38/39).

Le besoin N° 1 – Préserver le foncier agricole (*et naturel, voir remarque sur la description du besoin*) répond également à l'objectif transversal « Environnement ».

Il semble également souhaitable que la contribution du besoin N° 20 « *Maintenir et développer la biodiversité des milieux agricoles et forestiers* » à de nombreuses priorités soit identifiée. Ainsi, en première lecture, il apparaît qu'il répond aux domaines prioritaires 3b), 4 b) et c), 5 e).

III- Choix, combinaison et justification des mesures

- **Domaine prioritaire 1 b) (P. 53)**

Comme évoqué l'environnement n'est pas identifié pour répondre à ce besoin. Nous suggérons la modification suivante, P.54 :

« Pour répondre à ces besoins, il convient de structurer la recherche- innovation- développement dans les domaines agricole, alimentaire, environnement et forêt-bois via des instances de gouvernance régionale permettant : [...] »

- **Domaine prioritaire 3 b) (P. 57)**

Le développement d'équipements de stockage d'eau pour l'agriculture nous semble être une réponse très insuffisante au risque climatique en agriculture car il omet la cause dudit risque. La prévention des risques telle qu'exprimée n'en est pas une (irrigation de sécurité, protection des vergers, lutte contre les ravageurs) : elle vise à réduire un impact potentiel mais occulte tout traitement de la vulnérabilité des systèmes d'exploitation, qui doit être le principal facteur de réduction des risques (réduction du besoin en eau, en traitements).

Nous proposons donc la modification suivante :

« La réponse à ce besoin passe prioritairement par un soutien à la réduction de la vulnérabilité intrinsèque aux systèmes d'exploitation (besoins hydriques des productions, optimisation de l'irrigation, variétés adaptées au terroir, présence suffisante d'infrastructures agroécologiques,...). L'organisation collective pour la gestion des aléas climatiques et sanitaires, les investissements matériels relatifs à la prévention des risques adossés à ces organisations collectives (irrigation de sécurité, protection des vergers, lutte contre les ravageurs,...) mais aussi –un dispositif assurantiel organisé par l'Etat via un programme FEADER national spécifique viendront compléter cette réponse. »

C. Remarques sur la description des besoins

1. Préserver impérativement le foncier agricole et naturel

« Le diagnostic montre que Rhône-Alpes, en pourcentage, est la première région consommatrice de terres agricoles en France. Et ce grignotage des terres agricoles s'accélère. »

Nous sommes en accord avec cette vision pour ce qui concerne le foncier agricole, mais à cette rubrique nous ne retrouvons que des actions de sensibilisation / formation ou information, nous craignons que cette mesure ne soit pas suffisante pour réellement changer les choses.

Les Commissions Départementales de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) jouent un rôle favorable à la préservation de ce foncier. En revanche à compter de 2014 elles intégreront également les espaces naturels et forestiers. Si la gouvernance de ces commission était jusqu'à ce jour adaptée à l'enjeu, à l'avenir elle ne le sera pas. Afin d'en assurer l'efficacité il est nécessaire d'y intégrer plus fortement les organismes de protection de l'environnement.

Exemple en Rhône-Alpes : nous observons que des projets comme le Lyon Turin se font sans débat public, bien qu'il s'agisse d'enlever à l'agriculture 1500 ha de terres.

2. Enrayer la chute du nombre d'exploitations et inverser la tendance pour appuyer le développement agricole et rural sur de nombreux chefs d'exploitations et d'actifs agricoles

En simplifiant le travail, l'utilisation intensive des pesticides permet l'exploitation de grandes surfaces avec une main d'œuvre réduite. Les aides devront aller prioritairement aux labels de qualité, plus économes en intrants, mais aussi plus exigeants en main d'œuvre et donc plus pourvoyeurs d'emplois (agriculture biologique est celle qui crée le plus d'emplois.) Nous souhaitons également que les aides permettent de favoriser les circuits courts de distribution, qui valorisent le mieux le travail.

3. Renforcer la compétitivité et la viabilité des exploitations agricoles, en particulier dans les zones à handicap naturel

Les aides à la compétitivité ne doivent pas favoriser les exportations vers les pays pauvres ou elles entrent en concurrence avec les productions locales. La concurrence des blés et des poulets européens produits avec les aides de la PAC ont conduit à la faillite les petits paysans d'Afrique, ils abandonnent les cultures vivrières pour grossir les populations des bidonvilles. Cet abandon des terres aggrave la dépendance alimentaire de ces pays.

Il faut donc préciser ce que l'on entend par compétitivité, réserver les aides pour les circuits courts et les productions de qualité.

4. Développer l'agriculture biologique et l'autonomie des exploitations et des territoires, en particulier par l'intensification agroécologique des systèmes de production agricole, pour des exploitations performantes à la fois sur les plans économique, environnemental et climatique

Il conviendrait de permettre aux associations de promotion de l'agriculture biologique dont c'est la vocation essentielle et qui ont subi de grosses restrictions de budget d'exercer pleinement leur rôle.

11. Accroître la mobilisation des bois dans le cadre d'une gestion forestière durable

Les spécificités de certains massifs forestiers de la région induisent une faible exploitation forestière. Ici la formulation induit que sous-exploitation est égale à mauvaise gestion, ce qui est faux. Des accès limités aux massifs forestiers entraînent un surcroît de biodiversité et de services écosystémiques (stockage de carbone, épuration des eaux, réduction des risques d'avalanche,...). Il n'est pas souhaitable que le FEADER apporte une caution à ces affirmations très discutables.

Malgré la préoccupation affichée de performance environnementale nous notons ici également l'absence des acteurs de l'environnement qui ont un rôle majeur à jouer pour répondre à ce besoin. Nous proposons les reformulations suivantes :

1^{er} paragraphe :

« En Rhône-Alpes, la présence de la montagne rend une partie importante de la ressource forestière difficilement accessible. Par ailleurs, la propriété privée est particulièrement morcelée. Cela se traduit par une faible exploitation ~~la sous-exploitation et une mauvaise gestion sylvicole~~ des massifs. »

4e paragraphe :

« L'évolution des modes de gestion sylvicoles dans un double but de performance économique et environnementale nécessite de renforcer les liens entre les forestiers, ~~les organismes de protection de l'environnement~~ et la recherche, et ce d'autant plus que, compte tenu de la longueur des cycles de production, la nécessité d'anticiper les changements climatiques est plus forte dans ce secteur que dans les autres (domaine prioritaire 1b et objectifs transversaux sur l'innovation et le climat). »

12 Développer la filière bois énergie en complémentarité avec la filière bois d'œuvre en tenant compte de la demande en bois industriels et dans le respect de la ressource

La notion de « ressource » n'est pas définie à ce stade. Si cette définition est prévue il apparaît fondamental d'inclure la notion de multifonctionnalité des forêts. Dans le cas contraire il est nécessaire de modifier le titre :

« Développer la filière bois énergie en complémentarité avec la filière bois d'œuvre en tenant compte de la demande en bois industriels et dans le respect de la multifonctionnalité de la ressource »

2^e et 3^e paragraphes :

« En effet, les projets de grandes unités de transformation de bois énergie peuvent être de nature à déstabiliser les filières locales d'approvisionnement existantes, voire à orienter les modes de sylviculture au détriment des pratiques favorables au bois d'œuvre, ~~et~~ au stockage du carbone, aux services environnementaux et sociaux fournis par les forêts et à leur qualité environnementale.

Dans ce domaine, la connaissance fine de la ressource en biomasse réellement disponible, ainsi que des systèmes partagés d'information et de gestion de cette ressource sont indispensables pour éviter des approches destructrices et sa surexploitation (domaine prioritaire 1a). Le lien avec la recherche et l'innovation (domaine prioritaire 1b), les acteurs de l'environnement et la formation des forestiers sont également des facteurs de développement essentiels de cette démarche. »

13. Développer un tissu d'outils de transformation du bois innovants, compétitifs, durables, transmissibles et proches des bassins de production.

Le renforcement de la structuration des filières, et le fait de faciliter la mutualisation des outils de production devraient être ajoutés à ce besoin.

15. Rétablir et/ou valoriser la qualité biologique des sols agricoles

« Les pratiques liées à l'intensification de l'agriculture, là où elle a pu se développer (zones de plaines, de coteaux viticoles, ...) ont contribué et contribuent, sur ces zones, à une dégradation de la teneur en matière organique des sols et de leur activité biologique, voire à des phénomènes d'érosion. »

Un effort important est à faire dans ce domaine en termes d'innovation et de formation, il conviendrait d'élargir à tous les domaines les expérimentations du réseau des fermes Dephy.

16. Réduire la pollution des eaux d'origine agricole

« Les pratiques agricoles intensives en intrants chimiques et énergétiques (labours sans apports organiques) contribuent à la dégradation de la qualité des ressources en eau, qu'elles soient superficielles (eutrophisation, ...) ou souterraines (nitrates, produits phytosanitaires). »

Remarque : ce sont en partie les conséquences des aides du 1er pilier, et d'une politique d'orientation qui a favorisé les monocultures et l'élevage industriel hors sol. On peut toujours tenter d'en limiter les effets en favorisant les rotations longues avec des légumineuses, les cultures associées, la couverture permanente des sols et l'agroforesterie et l'élevage à l'herbe. Mais ces mesures restent dérisoires par rapport au rouleau compresseur du productivisme favorisé par les aides du 1er pilier.

Proposition : ne plus financer des installations d'élevage hors sol, mais aussi éduquer les consommateurs. Par exemple, sur le fait que consommer de la viande à tous les repas est nocif pour la santé et l'environnement.

17. Anticiper les conséquences du changement climatique et atténuer leur impact en adaptant les systèmes de production agricole et alimentaires et de la filière forêt bois.

5e paragraphe : Les domaines prioritaires 4 a), b) et c) répondent également à cet enjeu en renforçant la résilience des exploitations.

18. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre en agriculture

« L'évolution du climat est liée à l'émission de gaz à effet de serre. L'agriculture contribue à ces émissions, principalement avec l'émission de méthane des élevages de ruminants, qui sont la base de l'occupation des sols en montagne. »

Il conviendrait de vérifier et corriger cette affirmation erronée, et de la mettre en relation avec l'affirmation du besoin identifié n°22 (cf infra).

19. Développer les équipements de stockage de l'eau pour l'agriculture

Nous attirons votre attention sur la très fréquente contradiction de ce besoin avec la DCE.

« L'adaptation des cultures » ne doit surtout pas se limiter au seul besoin 16 qui ne traite que les aspects chimiques de la pollution des eaux. La gestion de tout risque, dont le risque climatique induit de travailler sur l'ensemble des facteurs de risque sur lesquels nous avons prise, à savoir la vulnérabilité. La formulation actuelle restreint cette gestion aux seules solutions palliatives, coûteuses et moins efficaces à long terme. De plus il est indiqué que ce besoin répond à l'objectif transversal de l'environnement, alors qu'il provoquera des incidences très négatives sur celui-ci et entrera en conflit direct avec le respect de la DCE, notamment en ce qui concerne la qualité de l'eau et la continuité écologique.

Nous proposons la formulation suivante :

« Le changement climatique est déjà avéré en Rhône-Alpes et va s'accroître.

Malgré l'adaptation des cultures (cf besoin 16), cette situation génère des besoins en eau importants, notamment en période estivale où les quantités disponibles sont les plus faibles et où les usages sont diversifiés (agriculture, installations de loisirs, tourisme, industrie...).

Aussi est-il nécessaire d'anticiper cette situation en premier lieu par la réduction de la vulnérabilité des exploitations face au risque "eau" par l'adaptation du choix des productions (type de culture et variétés) aux potentialités du terroir (fertilité, réserve utile, climat...) et le développement (notamment formation et aide à l'investissement) des pratiques économes en eau.

Si après réduction une vulnérabilité forte des exploitations est démontrée, le développement d'équipements de stockage de l'eau en agriculture pour sécuriser les productions et éviter une désertification de certains territoires, dans le respect de la ressource et des milieux pourra être envisagé.

*Ce besoin correspond au domaine prioritaire 5a relatif à l'utilisation efficace de l'eau en agriculture et aux objectifs transversaux relatifs à l'adaptation au changement climatique **et à l'environnement**. Des approches collectives de coopération seront nécessaires pour répondre à ce besoin dans le respect des différents usages de l'eau (domaine prioritaire 1a). »*

Une prospective sur les besoins essentiels prenant en compte une alimentation moins carnée, de qualité, tout en évitant les surproductions ou les cultures destructrices des pays en voie de développement, serait un préalable à l'évaluation des besoins en eau. Cette évaluation permettrait certainement aussi de limiter le changement climatique.

Un paiement au juste prix de productions agricoles durables coûterait certainement moins cher à la société que les pollutions d'origines agricoles et les conséquences inéluctables du changement climatique.

20. Maintenir et développer la biodiversité des milieux agricoles et forestiers

Nous notons ici également l'absence de toute mention des associations de protection de l'environnement malgré leur très bonne connaissance des territoires et un objectif qui constitue leur cœur de métier.

Il est également à noter que la réponse à ce besoin passe par la restauration/le renforcement de la connaissance et des potentialités écosystémiques des milieux agricoles et forestiers. Cette dynamique induit de nombreux effets en chaîne positifs sur les besoins : 1 a), b), c) ; 3 b) ; 4 a), b), c) ; 5 a), b), c), d), e).

Ce besoin répond également aux 3 objectifs transversaux (Adaptation basée sur les écosystèmes).

Nous proposons donc le complément suivant :

« Il s'agit de débuts de réponse au besoin fonctionnel et patrimonial de maintien ou de restauration de la biodiversité dans ces milieux qui correspond au domaine prioritaire 4a) relatif à la restauration, à la préservation et au renforcement de la biodiversité et à l'objectif transversal relatif à l'environnement.

La réponse à ce besoin passe par le renforcement de la connaissance et la restauration des potentialités écosystémiques des milieux agricoles et forestiers. Celle-ci induit des effets bénéfiques sur les besoins 1 a), b), c) ; 3 b) ; 4 a), b), c) ; 5 a), b), c), d), e).

Elles nécessitent une connaissance fine des milieux, des liens avec les associations de protection de l'environnement, la recherche et la formation des agriculteurs et des forestiers (domaines prioritaire 1a), 1b) et 1c)). »

22. Valoriser les services écosystémiques fournis par l'agriculture et la forêt, en particulier le stockage de carbone

« L'importance de la forêt rhônalpine et des cultures agricoles favorables (prairies permanentes ou pastorales) permettent un stockage du carbone important par ces secteurs. »

Le bilan carbone des élevages hors sols dépend d'un système d'utilisation intensive des intrants qui contribue à la perte de l'humus des sols, et un dégagement de protoxyde d'azote due à l'utilisation des engrais azotés.

23. Identifier et intégrer les enjeux spécifiques à chacun des massifs montagneux de Rhône-Alpes

Il est à noter que l'enjeu environnemental est totalement absent de cette formulation, qui semble ne prendre en compte que le seul aspect productif des massifs forestiers, sans aucune nuance. Cette dernière fait écho à celle du besoin 11 en reprenant également des affirmations partielles et non rigoureuses.

Nous proposons la formulation suivante :

« Ainsi, par exemple, les forêts rhônalpines sont situées en grande partie dans des massifs. Les bois sont souvent d'accès difficiles ce qui se traduit *pour certains* par *une faible exploitation ~~la sous-exploitation et une mauvaise gestion sylvicole~~ des massifs, et pour d'autres par de forts enjeux environnementaux et/ou sociaux*. Des enjeux importants existent donc, différenciés à l'échelle des massifs.

De même, le maintien et le développement du pastoralisme est également un enjeu rencontré par un massif principalement. Un besoin de coordination à l'échelle des massifs sur ces sujets existent qui correspondent au domaine prioritaire 4a) pour le pastoralisme *et la biodiversité*, au domaine prioritaire 5e) pour la mobilisation du bois (en lien avec le stockage du carbone), et aux domaines 6a) et 6b) relatifs à la création d'activités et au développement rural. Des approches correspondantes au domaine prioritaire 1a) sont pertinentes pour répondre à ce besoin. »

27 Mobiliser les énergies pour valoriser l'impact de l'agriculture et de la forêt et gérer collectivement le multiusage des ressources dans des stratégies locales de développement

La seule valorisation de l'impact de l'agriculture n'est pas suffisant, il est au moins aussi important de l'améliorer. Aussi pour le titre nous proposons la formulation suivante : « *Mobiliser les énergies pour améliorer et valoriser l'impact de l'agriculture et de la forêt et gérer collectivement le multiusage des ressources dans des stratégies locales de développement.* »

2° paragraphe :

« *Ces activités utilisent également des ressources qui doivent être partagées entre les différentes activités. Un besoin de gérer collectivement le multiusage des ressources (eau, *biodiversité* et foncier notamment soit les domaines prioritaires 4 a), 4b) et 4c)), dans un contexte de pression accrue se fait jour.* »

D. Remarques par mesure

15 : Transfert de connaissance et actions d'information

La mesure est fondée mais omet la sensibilisation, premier pas vers l'information puis la formation des acteurs concernés. Ainsi, p.71 dans « Actions d'informations, de démonstration et visites » il serait nécessaire de remplacer le titre du paragraphe « Actions d'informations » par « Actions de sensibilisation et d'information » et d'intégrer ce terme au contenu du paragraphe.

Même remarque p. 72 dans le descriptif des bénéficiaires de l'aide :

« Pour les actions de sensibilisation, d'informations, de démonstration et visites, et pour les stages d'échanges d'expérience, les établissements publics (dont les organismes consulaires, collectivités) ou privés, les associations et organismes intervenant dans le champ de la sensibilisation, de l'information, du transfert des connaissances et de l'innovation dans les secteurs concernés. »

16 : Services de conseil

P. 75, Catégorie de projets soutenus :

A - Mise en place de nouveaux services de conseils pour répondre aux enjeux du développement de la double performance économique et environnementale en Rhône-Alpes

La formulation de cette catégorie permettrait à un ou plusieurs organismes n'ayant aucune vocation environnementale de mettre en œuvre des projets qui viseraient cette double performance. Plusieurs modifications semblent nécessaires pour s'assurer de répondre à cette double ambition :

- P. 75, A- 2^e paragraphe :

« Les réseaux de compétences, créés ~~ou sein~~ entre des structures dont les objets statutaires respectifs visent la performance économique et la performance environnementale, réunissent des conseillers ayant les différentes compétences nécessaires à la fourniture de conseils aux acteurs concernés par ces thématiques. »

- P.76, Bénéficiaires de l'aide, 2e paragraphe :

La formulation actuelle exclut de fait tous les organismes dont les vocations sont plus larges tels que les associations. Proposition :

« Les organismes susceptibles de recevoir une aide sont les établissements publics (dont les organismes consulaires) ou privés (dont les coopératives agricoles ou forestières et les associations) dont l'objet social inclut la sensibilisation, la formation et/ou le conseil et relevant du ou des domaines concernés par l'objet du conseil. »

- P. 77, Principes relatifs à la définition des critères de sélection :

« Pour les opérations de conseils relevant de la catégorie B :

Les conseils aux porteurs de projets seront sélectionnés en fonction de leur contribution aux objectifs suivants :

- la double performance économique et environnementale : seront sélectionnés les actions de conseil pour les entités engagées dans un cadre collectif dans l'adaptation innovante des systèmes de production et de transformation, associées pour cette action à au moins une structure dont l'objet statutaire est la protection de l'environnement. Les conseils pourront également concerner des thématiques ciblées dès lors qu'ils s'inscrivent dans une démarche globale de territoire ou de filière qui réponde quant à elle, à l'objectif de double performance économique et environnementale. »

18 A : Performance économique, sociale et environnementale de la production agricole

Bien que l'environnement soit cité dans le titre de cette mesure, il ne bénéficie d'aucune aide à l'investissement.

Page 87, dans la liste des investissements concernés nous suggérons d'ajouter :

« - Aux matériels pour l'entretien des infrastructures agroécologiques, à l'exclusion des matériels pour produits phytosanitaires. »

18 C : Développement d'infrastructures

La construction de hangars de stockage de bois énergie constitue une infrastructure importante pour la qualité du bois énergie. Toutefois, au vu des dérives constatées récemment, il serait souhaitable de réserver cette aide aux structures de petites tailles, les seules garantes d'une utilisation locale et donc vertueuse de la ressource.

La multifonctionnalité de la forêt est un objectif majeur à défendre, comme le soulignent tous les documents nationaux et régionaux sur le sujet. La sylviculture continue et proche de la nature répond à ce souci tout en produisant des bois d'œuvre de haute qualité. Aussi il convient de faire de la formation à cette sylviculture un axe important de cet objectif 18C1.

La faiblesse de la mobilisation du bois vient en effet de différents facteurs. Toutefois, la faiblesse annoncée du réseau de piste ne semble pas pertinente et en tout cas, n'est pas un élément à mettre au même niveau que les fortes pentes ou le morcellement de la propriété. La demande locale et le revenu qu'il est possible de tirer d'une exploitation qui respecte le milieu naturel nous semblent des facteurs plus prépondérants. La rentabilité de méthodes alternatives à généraliser tel le câble de débardage ne peut s'établir si les méthodes les plus coûteuses et impactantes sont survalorisées par les aides publiques.

P.98, « Principes relatifs à la définition des critères de sélection »

Nous suggérons d'ajouter « *Sensibilité environnementale du secteur concerné* »

18C2 : Infrastructures pour l'usage quantitatif de l'eau

Remarques générales sur le fond

Le texte nous paraît mal organisé : on ne sait pas très bien au final dans quels cas et selon quels critères les opérations proposées seront réellement éligibles. Ce **flou serait-il volontaire, dans un objectif sous-jacent de « tout » financer de façon discrétionnaire ?**

Nous vous alertons également sur des **points inacceptables** :

- séparation des financements réservoirs et des autres financements,
- territoires où "on a tout essayé" et où par conséquent tout serait permis.

Le changement climatique n'est curieusement pas pris en compte.

Les garanties données relèvent pour l'essentiel de la simple application de la loi : **il n'y a pas de plus-value environnementale découlant de l'obtention d'une subvention à l'exception notable des économies d'eau mais cet engagement partiel (50% du potentiel déjà compris entre 5 et 25%) ne touche que les ZRE¹.**

Propositions d'améliorations et de cadrage du texte

[Le Xème programme de l'Agence de l'Eau](#)

Nous proposons de cadrer cette mesure sur le Xème programme de l'Agence de l'Eau et se **limiter à l'aide à l'irrigation** aux cas où le milieu naturel y trouve manifestement son compte c'est à dire **dans les cas où l'on substitue** (donc sans créer de prélèvement nets nouveaux) **un prélèvement sur une ressource trop sollicitée** (aux dires par exemple d'une EVP²) **par une ressource abondante et/ou peu sollicitée**. Le problème : souvent cela coûte cher en investissement et en fonctionnement, il faudrait donc suggérer des aides à ce type d'investissement et seulement à lui.

Un exemple en Nord Isère/ Drôme : aujourd'hui la basse Bourne (26/38) est asséchée par les prélèvements du SICB (Syndicat Intercommunal du Canal de La Bourne) alors qu'il existe une ressource abondante pas loin : l'Isère.

[Etudes Volumes Prélevables \(EVP\) et Zones de Répartition des Eaux \(ZRE\)](#)

Nous remarquons fréquemment que les EVP sont imparfaites. Leur manque de précision provient de la méconnaissance des prélèvements qui est une des informations par où toute étude sérieuse doit commencer. Cette méthodologie ne semble, en plus, pas adaptée aux cours d'eau de type méditerranéens, avec de forts étiages estivaux.

¹ Zone de répartition des eaux, l'Etat décide de son classement suite aux résultats d'une EVP démontrant que le déséquilibre quantitatif de la ressource en eau sur le territoire mérite des mesures spéciales

² EVP Etude volume prélevable

En tout état de cause, les conclusions d'une EVP sont (devraient être) plus précises qu'un simple critère de classement ZRE/NON ZRE comme ce qui est proposé comme seul critère dans ce PDR. La généralisation des EVP permet d'une part de déterminer les ZRE mais aussi d'adapter les prélèvements aux milieux que l'on soit ou non en ZRE suivant leur contexte réel. Or, avec la ZRE, on remarque que traiter de façon indifférencié ces prélèvements ne permet pas de pousser au report des prélèvements d'une ressources trop sollicitée vers une qui l'est moins.

cf. l'exemple de la Durance traité au Comité de Bassin : un des problèmes qui a été posé au Comité de Bassin est issu des irrigants de la vallée de la Durance, classée ZRE mais dont certains irrigants s'alimentent sur la retenue de Serre-Ponçon (donc avec peu de pression sur le milieu naturel) et d'autres sur des cours d'eau affluents de la Durance avec au contraire une pression très forte sur le milieu naturel. Le simple critère ZRE ou non ZRE ne permet pas de faire remonter cette différence essentielle alors que l'EVPG le faisait très certainement.

[Induire une notion d'éco-conditionnalité](#)

Nous pensons qu'il manque clairement dans ce document la notion d'éco-conditionnalité des financements alloués : optimisation de l'utilisation de la ressource mais également amélioration de la biodiversité (corridors écologiques, adaptation des équipements permettant le maintien ou création d'habitats,...).

[Les propositions de Florence Denier-Pasquier \(FNE\) dans son avis CESE "La gestion et l'usage de l'eau en agriculture"](#)

Nous attirons votre attention sur les lignes directrices de l'avis de Florence Denier-Pasquier dans son avis CESE "La gestion et l'usage de l'eau en agriculture".

- Réduire les vulnérabilités de l'agriculture aux aléas météorologiques et favoriser les adaptations au changement climatique

- choisir des productions et des systèmes adaptés aux conditions pédoclimatiques pour prévenir les conséquences des sécheresses et inondations,
- anticiper les effets du changement climatique en favorisant la résilience des productions agricoles.

- Privilégier l'irrigation efficiente et partager équitablement la ressource

Optimiser et mieux répartir l'eau d'irrigation disponible

- organiser la répartition du volume prélevable agricole, en commençant par les ZRE, en fonction d'une adaptation préventive des besoins d'irrigation,
- intégrer au sein d'une politique nationale et au regard d'un bilan coût/efficacité, la création des «retenues de substitution», pour une gestion de bassin cohérente,
- réserver les financements publics à des programmes territoriaux destinés en priorité à des pratiques agro-écologiques, des productions alimentaires et des activités à fort taux d'emplois.

Moderniser et mettre en place des systèmes de gestion collective adaptés à la diversité des territoires

- maintenir en zone agricole protégée les territoires desservis par un réseau collectif d'irrigation,

- s'inscrire dans une dynamique d'économie de l'eau prélevée, fondée sur la modernisation des réseaux, le développement de systèmes de tarification innovants et la régulation des acteurs locaux (OuGC, structures publiques ...).

La notion d'autonomie alimentaire

Sans mieux préciser ce que l'on attend de la suffisance alimentaire, proclamer cette suffisance comme un objectif à toutes les échelles de territoire, par exemple au niveau d'une région peut conduire à des errements très coûteux et très dommageables pour l'environnement. Il faut donc faire bien attention à ce grand principe et aux éventuels dégâts environnementaux qu'il peut induire.

Aussi, nous proposons que les aides du 2eme pilier ne financent que les transitions qui permettent de migrer vers l'agroécologie ou l'agriculture biologique. Cela revient à ne pas attribuer d'aides pour irriguer les monocultures et particulièrement le maïs ou les élevages hors sol. Nous demandons que la création de retenues ne soit permise qu'avec des études au cas par cas pour sécuriser les élevages à l'herbe en cas de sécheresse.

Remarques sur le texte de la mesure

« Description de l'opération :

Il s'agit ici de soutenir tout type de projets portant sur l'aménagement d'ouvrages de prélèvement, de stockage, de transfert et d'acheminement et éventuellement de traitement de l'eau en intégrant les aspects d'optimisation de la ressource et de maintien de sa qualité.

La recherche d'un portage collectif des opérations doit être favorisée. Cependant, des actions individuelles pourront être soutenues, sous certaines conditions, lorsque le niveau collectif n'apparaîtra pas approprié, notamment au regard de l'éloignement des exploitations par rapport aux réseaux. »

- ➔ Lors de séances de travail préparatoire sur les retenues collinaires auxquelles la FRAPNA avait participé, le préfet avait annoncé que les nouvelles retenues pouvaient s'envisager pour sécuriser l'élevage lors des épisodes de sécheresse, mais certainement pas pour favoriser la monoculture du maïs.... on ne retrouve pas cette limitation dans l'éligibilité des projets.

« Types d'aide :

Subvention à taux. D'autres systèmes pourront être activés comme les avances remboursables, les bonifications d'intérêts, les garanties d'emprunt ou tout autre instrument financier.

Liens avec d'autres réglementations :

Les opérations visant à réduire l'utilisation de l'eau, ou sa récupération, sur le site même des exploitations, demeurent prises en compte dans le cadre de la sous-mesure 18A.

Dépenses éligibles

Travaux éligibles :

Travaux de terrassement, de forage

Canalisation, pompe

Maîtrise d'œuvre

Non éligibles :

les études réglementaire d'impact ou d'incidence

les achats de terrains

*les frais notariés
les travaux et équipement de dessertes électriques
l'auto construction »*

- ➔ Nous nous interrogeons sur ces dépenses éligibles et non éligibles. Si l'auto construction n'est pas éligible, cela signifie qu'il faut obligatoirement passer par une entreprise de BTP ou voiries/réseaux et que les agriculteurs vont devoir compléter l'autofinancement. Les entreprises agricoles de petite taille n'auront certainement pas les moyens de se payer ce genre de travaux, nous émettons des doutes quant au fait que cette mesure soit défavorable à ces exploitations, et participe à creuser un fossé entre grosses et petites exploitations.

« Eligibilité des bénéficiaires :

Peuvent bénéficier de l'aide :

- *les associations syndicales autorisées, les établissements publics, les collectivités et les propriétaires privés sous forme regroupée*
- *toute forme regroupée d'exploitations agricoles ayant un projet collectif*
- *les agriculteurs »*

- ➔ On parle ici de l'optimisation de l'irrigation pour l'irrigation agricole : nous nous demandons pourquoi les EPCI, collectivités et propriétaires privés sont éligibles. Nous craignons que ces mesures deviennent caution de financements qui nous semblent moins prioritaires dans des territoires soumis à la sécheresse (arrosage des stades de foot communaux, ...).

« Conditions d'éligibilité des projets :

Pour l'ensemble des projets, les investissements sont éligibles :

- *Dans le cadre d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) »*

- ➔ Les SDAGE pavent tout le territoire national et que la compatibilité avec le SDAGE de toutes opérations dans le domaine de l'eau est simplement un rappel à la loi,
- ➔ Les SAGE peuvent fournir un cadre plus précis.

« - S'il existe ou est mis en place un système de comptage volumétrique de la consommation d'eau »

- ➔ Nous proposons d'ajouter « dont les volumes prélevés sont transmis annuellement au service de la Police de l'Eau (DDT) et à la Chambre d'Agriculture Départementale ».

« - A condition de fournir une étude indépendante permettant de démontrer la viabilité économique du projet »

Nous signalons ici :

- ➔ l'absence d'alternatives,
- ➔ la non-prise en compte d'évolutions prévisibles des débits et des précipitations consécutivement au changement climatique,
- ➔ que le projet n'implique pas de destruction de milieux naturels protégés,
- ➔ que les retenues et plans d'eau alimentés par prélèvement dans un cours d'eau, ne le sont qu'en période excédentaire et respectent le débit minimum biologique (étude à réaliser si aucune donnée sur le débit minimum biologique).

« Pour les installations et infrastructures existantes :

Sont éligibles sans restriction les investissements :

- *Pour l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'installation*

- Pour la création de réservoirs »

- ➔ On parle ici de « création » de réservoirs alors que le chapitre traite des installations et infrastructures existantes. Nous préconisons à la place l'optimisation des réservoirs existants (étanchéité, favoriser la biodiversité -pente, échelle à batraciens, etc.). De plus, il nous semble incohérent que l'on finance « sans restriction » des réservoirs alors que les investissements nécessaires à leur remplissage (prise d'eau, adduction) sont en quelques sortes séparés du réservoir. Si l'on construit un réservoir, il y'aura ensuite une pression pour le remplir, ce qui va en sens inverse de la logique de réponse aux besoins en eau.

« - Pour la réutilisation d'eau recyclée (qui n'ont pas d'incidence sur les masses d'eau)

Les autres investissements sont éligibles : »

- ➔ Nous proposons d'ajouter une différenciation suivant deux critères, indiqués en gras :

- **« Lorsqu'ils assurent le maintien ou de diminution de la surface de zones irriguées**

- S'il ressort d'une étude préalable que l'investissement peut permettre une réduction du prélèvement d'eau de 5 à 25% par rapport à la situation ex ante.

- En Zone de Répartition des Eaux (ZRE56), si le maître d'ouvrage s'engage à une réduction effective de l'utilisation de l'eau d'au moins 50% de cette économie potentielle. »

- ➔ Réduire de 5 à 25% la consommation d'eau ne suffit pas : il faut également démontrer que cette réduction sera comptabilisée au moment critique (c'est à dire « à l'étiage »). La seule façon de faire est de garantir le débit d'étiage mesuré par le QMNA à l'instar de ce qui est fait dans les EVPG (Études Volumes Prélevables Globaux). L'engagement ne doit pas être de nature conventionnelle mais doit avoir des conséquences réglementaires (et donc juridiques) fortes. Le chiffre de 50% apparaît très formel et devrait constituer un seuil minimum. De plus, nous ne comprenons pas pourquoi cet engagement ne concernerait que les ZRE. Le minimum requis serait d'exiger que les économies potentielles d'eau soient effectives, et 50% paraît plutôt comme une exigence « a minima ».

- **« Lorsqu'ils conduisent à une augmentation nette de la zone irriguée**

Les investissements se traduisant par une augmentation nette de la zone irriguée ayant une incidence sur une masse d'eau souterraine ou superficielle sont éligibles :

- Hors ZRE, si une analyse environnementale indépendante montre que l'investissement n'aura pas d'incidence négative importante sur l'environnement. »

- ➔ Toute augmentation de la surface irriguée devrait être limitée aux zones ayant fait l'objet d'EVPG aboutissant à des conclusions confirmant la possibilité d'une sollicitation supplémentaire de la ressources en eau. Cela permet de constater l'absence d'« incidence négative importante sur l'environnement ».
- ➔ Le principe de non dégradation de l'état découle de la DCE. Ici, comment juge-t-on de l'incidence « **importante** » ? Cela dépend de qui place le curseur, de qui fait l'analyse... Les critères doivent être précisés.

« - Par dérogation, ces investissements sont éligibles en ZRE :

o S'ils sont associés à une installation ou infrastructure existante dans la mesure où il ressort d'une étude préalable qu'ils permettent une réduction du prélèvement d'eau de 5 à 25% par rapport à la situation ex ante, et que le maître d'ouvrage s'engage à une réduction effective globale d'au moins

50% de cette économie potentielle (sont également considérées comme irriguées les zones où une installation d'irrigation a fonctionné jusqu'à 5 ans avant le début du programme). »

- ➔ Il nous semble que ce paragraphe est à supprimer, ou alors à conditionner à l'existence d'un OUGC, qui bien qu'obligatoire en ZRE, est loin d'être mise en place.
- ➔ Concernant la phrase entre parenthèses, ce qui compte ce n'est pas l'existence passée de système d'irrigation mais les conclusions de l'EVPG ayant conduit à la mise en place d'une ZRE. Avec ce texte entre parenthèses, il y a potentiellement moins de restriction dans un ZRE qu'en dehors.

« o S'ils sont alimentés par un réservoir existant approuvé réglementairement avant le 31/10/13 sous certaines conditions (recensement, plafond de prélèvement dans le réservoir, ou débit minimum de la ou des masses d'eau concernées).

La création de zones irriguées à partir de retenues collinaires nouvellement créées et alimentées par prélèvement en période de hautes eaux n'est pas considérée comme ayant une incidence négative sur les masses d'eau superficielles. Par conséquent si une analyse environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence négative importante sur l'état qualitatif de la masse d'eau considérée, et lorsqu'une étude préalable a montré que, malgré leur adaptation à la sécheresse (variétés, techniques et calendriers culturaux, assolements et rotations...), la pérennité des systèmes de culture ou l'autonomie alimentaire des élevages concernés est menacée par la poursuite de la dégradation du bilan hydrique estival, les investissements correspondants sont éligibles. »

- ➔ La formulation de ce paragraphe nous semble conduire à s'interdire toute incitation à l'évolution des productions agricole ou d'élevage dans un territoire. Nous demandons la suppression de la dernière phrase (« Par conséquent [...] investissement correspondants sont éligibles »), qui nous semble traduire qu'en cas d'échec de réorientation du système agricole, la gestion de l'eau se doit d'être plus laxiste. Cette phrase constitue une affirmation gratuite qui est contraire à la notion même d'étude d'impact ou « d'analyse environnementale » pour reprendre les termes utilisés ailleurs dans le texte.

« Principes relatifs à la définition des critères de sélection :

La sélection des projets se fera en pondérant des critères relatifs aux thématiques suivantes:

Pour les projets portés par une structure collective :

- caractère agricole prédominant et préservation du foncier agricole.
- importance des économies d'eau déjà réalisées au sein des systèmes de production (variétés, techniques et calendrier culturaux, assolement et rotation)
- importance des économies d'eau potentielles du projet »

- ➔ Nous ajouterions « et des engagements pris contractuellement et réglementés par un ou plusieurs arrêtés préfectoraux. »

« - inscription dans le cadre de stratégies collectives de filières ou de territoires,

- en lien avec un mode de production respectueux de l'environnement certifié ou labellisé (agriculture biologique, HVE)

- résultats de l'étude démontrant la viabilité économique du projet »

- ➔ Nous ajouterions « compte tenu de l'évolution prévisible des débits et des précipitations consécutivement au changement climatique. »

« Pour les projets portés par une exploitation individuelle :

Inscription dans une démarche collective à vocation agricole de filières ou de territoire

- importance des économies d'eau déjà réalisées au sein des systèmes de production (variétés, techniques et calendrier culturaux, assolement et rotation)
- importance des économies d'eau potentielles du projet
- en lien avec un mode de production respectueux de l'environnement certifié ou labellisé (agriculture biologique, HVE)
- inscription dans une démarche d'autonomie alimentaire »

➔ Sans mieux préciser ce que l'on attend de la suffisance alimentaire, proclamer cette suffisance comme un objectif à toutes les échelles de territoire, par exemple au niveau d'une région peut conduire à des errements très coûteux et très dommageable pour l'environnement. Laisser comme critère "l'inscription dans une démarche d'autonomie alimentaire" pour justifier l'extension d'un périmètre d'irrigation ouvre la porte à beaucoup de possibilités qui sont loin d'être souhaitables ».

➔ Les remarques précédentes étant prises en compte, pourraient entrer dans cette démarche, par exemple l'irrigation du soja dont la quasi-totalité est importée, mais d'une manière plus globale les oléo protéagineux, pour remplacer l'huile de palme. Mais dans ce cas, les aides doivent aller prioritairement vers les produits à destination de l'alimentation humaine ; le soja et d'une manière plus large des légumineuses comme source de protéines en remplacement de la viande.

Il ne faut pas se limiter à la production de soja en complément du maïs pour l'alimentation animale ; nous pensons que nous devons globalement réduire les productions animales (hors sol) et cultiver plus de légumes, des lentilles, haricots, fèves, pois-chiches (moins gourmand en eau que le soja, ce sont les productions à encourager prioritairement.

« - résultats de l'étude démontrant la viabilité économique du projet »

➔ Nous ajouterions « compte tenu de l'évolution prévisible des débits et des précipitations consécutivement au changement climatique ».

18 C3 : Infrastructures pour l'utilisation durable des ressources et la réduction de l'impact environnemental des productions agricoles

P. 102, « Description de l'opération », nous suggérons d'ajouter un cinquième point : « La mise en œuvre de projets de plantation d'essences locales en haies, alignements, bosquets »

« Dépenses éligibles »

Le fait de limiter la dépense éligible aux travaux de plantation induit un faible recours au conseil technique qui permet de s'assurer de la réussite des plantations (itinéraire technique pour le travail du sol, choix des essences en fonction des potentialités stationnelles, remplacement des plants...).

Nous suggérons donc de compléter le 2^e tiret « à l'ingénierie et aux travaux de plantation ».

18D : Investissements non productifs (hors infrastructures)

Nous attirons votre attention sur le fait que la notion d'« infrastructure agroécologique » n'est pas définie. Toute la pertinence de la mesure résidera dans cette définition. Si celle-ci renvoie à la définition du MEDDE, elle permet l'utilisation d'engrais et pesticides sur les infrastructures suivantes : Haies, bosquets, arbres isolés et alignés, bandes tampons, prairies gérées de manière extensive, murets, banquettes, mares, vergers de haute tige ; ce qui est en contradiction totale avec

la vocation même de ces infrastructures. Sur la base de la définition du MEDDE, nous proposons la définition suivante :

« Tous espaces ne recevant ni engrais ni pesticide. Ils sont constitués pour l'essentiel de haies, bosquets, arbres isolés et alignés, bandes tampons, prairies gérées de manière extensive, murets, banquettes, mares, zones humides et leurs réseaux, vergers de haute tige. »

Il semble également important que cette mesure inclue un soutien à l'ingénierie pour la mise en œuvre de telles infrastructures.

19 : Investissements de prévention visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles et d'événements catastrophiques probables

La lutte contre les proliférations de campagnol omet souvent les approches préventives, dont le fait de favoriser ses prédateurs (renard, fouine, martre....) Il est ainsi fréquent de voir sur une même commune ces animaux classés nuisibles, donc une destruction par piégeage et tirs toute l'année et sans limite chiffrée ; parallèlement à de forts dégâts de campagnol. Plusieurs modifications semblent nécessaires afin d'éviter d'alimenter une fuite en avant et pour soutenir des actions de fond, réduisant durablement les pullulations de campagnols.

P.109, « Dépenses éligibles », « Pour la protection des prairies contre les campagnols » :

Il semble nécessaire d'inclure à la liste des dépenses éligibles :

« la mise en place de dispositifs favorables aux prédateurs des campagnols (études et matériels) ».

P.110, « Conditions d'éligibilité »

Nous notons l'absence de l'approche préventive dans les conditions d'éligibilité. Il semble nécessaire de compléter le paragraphe :

« [...] Par ailleurs, l'efficacité de la lutte contre la prolifération des campagnols nécessite une approche préventive et collective. »

Il est nécessaire d'ajouter :

« Sont éligibles les opérations :

- *[...] - sur les communes qui n'ont pas classé les prédateurs du campagnol nuisible (notamment renard, fouine, martre). »*

20 C1. Aide à la diversification non agricole en milieu rural et périurbain

P.113, « Principes relatifs à la définition des critères de sélection ».

Nous suggérons d'inclure la performance environnementale du projet, au même niveau que sa viabilité économique.

20 C2. Aide aux projets novateurs en milieu rural et périurbain

P.115 « Principes relatifs à la définition des critères de sélection »

Même remarque que pour la mesure 20 C1.

20C3. Investissements des micro et petites entreprise de la filière bois

Nous attirons votre attention sur le fait que les capacités des machineries financées auront une influence sur les billes acceptées et ainsi sur la sylviculture. Nous recommandons ainsi de favoriser les machineries capables de traiter des billes de fort diamètre et pouvant ainsi répondre aux offres d'une sylviculture offrant de forts diamètre, comme il est souhaitable de voir émerger.

21 Aménagement des espaces ruraux

P. 118 : Cette mesure contribue significativement au domaine prioritaire 4a).

21 A- Mise en valeur des espaces pastoraux

P.120, « Conditions d'éligibilité »

Cette mesure ayant notamment vocation à soutenir les investissements favorisant la cohabitation des activités, il semble nécessaire d'ajouter les associations à la liste des acteurs concernés.

21 C - Préserver et valoriser le potentiel foncier agricole, naturel et forestier pour maintenir ou restaurer les paysages ruraux

P. 123 : « Description de l'opération »

Le titre de cette mesure cible les aspects agricoles, naturels et forestiers du foncier. Or seul l'aspect agricole ressort dans la description de l'opération.

Il est souhaitable de compléter le deuxième tiret de la sorte :

[...] - d'inciter les communes et leurs groupements à mettre en place un zonage de protection réglementaire des surfaces agricoles, naturelles et forestières s'appuyant sur un projet transversal agricole-local. Ces projets doivent s'inscrire dans les stratégies locales de développement agricole existantes au niveau territorial (PSADER)

24 - Plantation et entretien de systèmes agroforestiers

P. 126 : « Contribution aux domaines prioritaires »

Cette mesure contribue également fortement aux domaines prioritaires 1 a) et b), et 2 a).

P. 127 : « Dépenses éligibles »

Comme dans le cas de la mesure 18 C3 il est nécessaire d'inclure aux dépenses éligibles les dépenses liées à l'ingénierie pour la mise en place des systèmes agroforestiers (choix des essences, conception d'un plan de gestion, formations à l'entretien...). Leur absence risque de déboucher sur la mise en œuvre incorrecte de nombreux projets, donc de limiter leur viabilité.

Nous suggérons également de limiter le choix des essences aux essences locales, beaucoup plus bénéfiques sur le plan environnemental et produisant des bois à forte valeur ajoutée.

« Bénéficiaires de l'aide »

Le secteur agroforestier est en phase de structuration, notamment sur l'impulsion de l'Association Française d'AgroForesterie (AFAF) et de l'Association Française de l'Arbre Champêtre (AFAC, ex AFAHC). Des relais spécialisés existent ou sont en train de s'implanter en régions, aussi il semble nécessaire de ne pas fermer la porte des financements à de telles structures. Nous suggérons donc d'ajouter « *Associations de développement de l'agroforesterie* » aux bénéficiaires de l'aide.

Mesure 25 – Prévention des dommages causés aux forêts par les incendies.

P. 128, « Contribution aux domaines prioritaires »

Cette mesure répond significativement au 5 e).

26 – Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers

Nous attirons votre attention sur le fait que le carbone est, pour moitié stocké dans le sol. D'autre part, les arbres les plus vieux stockent proportionnellement plus de carbone que les jeunes. Finalement les coupes rases émettent massivement le carbone du sol, entraînent un bilan carbone du peuplement négatif sur 10 à 12 années, dégradent sensiblement la qualité biologique des sols, génèrent de l'érosion et augmentent la sensibilité des peuplements aux aléas climatiques et aux agents pathogènes.

Aussi la volonté de favoriser les itinéraires sylvicoles résilients et qui permettent de stocker du carbone doit clairement favoriser la sylviculture continue à fort capital sur pied, et exclure les coupes rases.

En ce qui concerne le rôle de protection des forêts, il est important de prendre en compte le fait que les arbres ne sont pas les seuls garants de protection contre les risques en montagne. Le bois mort est facteur important de la lutte contre les chute de bloc par exemple (Fuhr M., Bourrier F. ISTREA 2013). Aussi la place des forêts en libre évolution dans les forêts de protection devrait être valorisée.

26A : Itinéraires sylvicoles permettant d'accroître le volume de carbone stocké, de favoriser les services écosystémiques ou la résilience des forêts

La sylviculture proche de la nature est un moyen de combiner la multifonctionnalité de la forêt et une bonne résilience des milieux forestiers. La tentation peut être grande de vouloir implanter des espèces exotiques (cèdre ou autre...). La recherche de résilience est importante et doit se faire de la façon la plus efficiente, au plus près du fonctionnement naturel du milieu.

De même, le parlement européen a recommandé en 2009 de « *prévoir des zones de non-gestion, refuges pour les espèces* » pour répondre aux enjeux du changement climatique. Il est généralement admis que ces zones stockent plus de carbone.

P. 132, « Conditions d'éligibilité »

Nous suggérons d'ajouter :

« *L'aide est apportée aux propriétaires forestiers pouvant justifier d'une garantie de gestion durable de leur forêt prévoyant un couvert continu ou une transition vers celui-ci, une partie de sa surface en évolution libre, et d'une certification environnementale.* »

26B : Investissements non productifs pour la biodiversité en forêt

Il serait intéressant de faire apparaître que la non intervention dans le cadre d'une convention FRENE (réseau de forêt en libre évolution) peut être "indemnisée" par des travaux financés pour le porter à connaissance du public par exemple ou à des fins d'inventaires de connaissances des milieux, espèces ou mécanismes naturels.

De même, cette mesure visant au développement de la biodiversité en forêt il apparaît indispensable de préciser :

P. 133, « Description de l'opération »

« L'objectif est de préserver la biodiversité par des interventions en faveur de certains éléments particuliers de biodiversité (habitats et espèces), ou en favorisant par exemple le mélange des essences *locales* et la diversité des strates de végétation, par la réalisation d'investissements non productifs. Cette mesure permet également d'accompagner les actions d'information du public sur ces notions. »

« Dépenses éligibles » :

« Les dépenses éligibles sont les suivantes :

- Travaux en faveur de la biodiversité, du mélange d'essences *locales* et de la diversité des strates [...] »

« Conditions d'éligibilité » :

« Engagement dans une gestion durable des forêts intégrant les actions prévues au titre de cette mesure *ainsi que l'inscription d'une partie de la forêt au réseau FRENE. Certification environnementale.* »

27 – Investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers

La futaie régulière à comme mode d'exploitation la coupe rase qui est à abandonner progressivement. Aussi, il ne semble pas souhaitable de valoriser ce mode d'exploitation qui a de nombreuses faiblesses sur de nombreux points (biodiversité, carbone, revenus financiers).

27 A - Soutien aux équipements d'exploitation forestière

Il est effectivement nécessaire de soutenir les TPE d'exploitation forestière. En revanche il nous semble nécessaire de conditionner cette aide à l'existence ou la mise en place d'une certification environnementale de l'entreprise.

P. 137, « Conditions d'éligibilité »

« [...] Cette aide est réservée très petites entreprises (TPE) répondant aux critères suivants : organisme de moins de dix salariés, *et* à chiffre d'affaire annuel ou à bilan annuel inférieur ou égal à 2 millions d'euros, *et disposant ou en cours d'obtention d'une certification environnementale.* »

27B. Soutien à la certification de la qualité et de l'origine des bois

Cette mesure nous semble très positive. En revanche il manquerait un accompagnement financier pour les TPE s'inscrivant dans une démarche de certification environnementale de leur propre activité.

Nous suggérons donc d'inclure ce soutien à cette mesure, à la précédente, ou d'en créer une à part entière.

27 C Opérations sylvicoles en faveur de la futaie régulière et irrégulière

Comme évoqué en introduction, la sylviculture régulière est une méthode qui répond mal à la multifonctionnalité des forêts en générant des impacts très négatifs notamment sur le stockage de carbone, l'érosion des sols, la biodiversité et les paysages. Il est évidemment impossible à l'heure actuelle de convertir rapidement tous les peuplements réguliers vers un traitement irrégulier mais le FEADER doit favoriser cette nécessaire transition. Nous suggérons d'apporter les modifications suivantes :

P.141, Titre:

Opérations sylvicoles *en faveur de la futaie régulière et irrégulière*

« Dépenses éligibles »

- travaux préparatoires à *la conversion vers la futaie irrégulière, la plantation, fourniture et mise en place de graines et plants d'une provenance génétique adaptée à la station forestière (uniquement en cas d'enrichissement ou d'échec de la régénération naturelle) et matériel de protection contre le gibier ;*

29, 30, 31, 32 : Premiers éléments sur les mesures agro-environnementales et climatiques

« Elaboration de la stratégie régionale agro-environnementale et climatique en Rhône-Alpes

Afin de garantir l'efficacité environnementale des MAEC, des travaux (1) ont été initiés en région pour définir en amont une stratégie régionale d'intervention agro-environnementale permettant :

- *d'identifier les enjeux environnementaux auxquels devront répondre les MAEC,*
- *de déterminer les zones d'action prioritaires*
- *de préciser les types de MAEC activables sur ces zones prioritaires,*
- *de sélectionner les projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC résultant d'une démarche ascendante, animée par un opérateur sur un territoire présentant des enjeux environnementaux),*
- *de définir les modalités de suivi et d'évaluation des dispositifs.*

Cette stratégie devrait pouvoir être finalisée à la fin du premier semestre 2014 pour permettre l'émergence de premiers territoires et projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) dès 2015.

Ces PAEC seront sélectionnés au moyen d'un appel à candidature annuel. »

S'agit-il de l'étude prospective que nous aurions souhaité trouver dès le départ ? Nous craignons que le temps de réflexion et corrections éventuelles soit trop court et limite les éventuelles corrections de ces mesures. En tant qu'APNE, nous devons veiller à être invités à participer au comité de pilotage des MAEC, comme c'était prévu au premier semestre 2013.